



Déclaration des syndicats de la FSU CTSD du 2 décembre 2011

**Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames, Messieurs,**

Les **élections professionnelles** constituent un moment fondamental de la démocratie sociale dans l'Education Nationale et dans la Fonction Publique auquel les personnels ont toujours marqué leur attachement par un taux de participation élevé. La modalité de scrutin électronique imposée par le Ministère de l'Education Nationale, avec le soutien du Gouvernement, a ébranlé les fondements de cette démocratie lors des élections d'octobre dernier avec une chute de 20 points dans le taux de participation alors que ce dernier se maintient dans les autres ministères ou services publics.

Les objectifs recherchés par le Ministère et le Gouvernement dans cette opération étaient clairs : affaiblir le syndicalisme enseignant de revendication et d'action, porté par la FSU et ses syndicats et affaiblir la légitimité des instances paritaires.

Les résultats des élections montrent que les personnels qui ont pu voter ont mis en échec ces objectifs. Ils ont fait le choix sans aucune ambiguïté, dans notre académie et notre département encore plus fortement que dans toutes les autres, de conforter un syndicalisme revendicatif, actif et unitaire dans les CAP et le CT, *infligeant* par là même un refus clair de la politique menée aux niveaux national et rectoral de réduction budgétaire et de réformes régressives dans l'Education.

Continuant d'instrumentaliser la dette publique, le Gouvernement a annoncé un nouveau plan de rigueur qui obère tous les mécanismes de la croissance et touche une fois de plus les classes moyennes et les plus défavorisées. Excluant a priori la question du partage des richesses et de la refonte du système fiscal, il fait de la réduction des dépenses publiques l'axe renforcé de son action en économisant sur les dépenses éducatives, sociales et de santé. Il ampute davantage encore le pouvoir d'achat des Français par une augmentation des taxes et des impôts et contraint les actifs à travailler plus longtemps en accélérant les dispositions la loi sur les retraites de 2010

Budget

Dans le cadre d'un **Budget** de l'Etat dans lequel les dépenses publiques sont gelées en valeur, où le principe du non remplacement d'un fonctionnaire sur 2 est maintenu, et le gel du point d'indice confirmé pour la 2^e année consécutive, l'Education Nationale, déjà lourdement ponctionnée, subit une taxation accrue. En effet, aux 14000 suppressions d'emplois, s'ajoute désormais une ponction supplémentaire de 20 millions

d'euros portant sur les crédits destinés aux bourses des lycéens et collégiens et aux fonds sociaux. Une réduction qui remet en cause la démocratisation du système éducatif car elle frappe les familles des élèves les plus défavorisés et ne peut qu'aggraver les conditions d'études des élèves concernés et générer des situations accrues de décrochage scolaire que le Ministre a pourtant établi comme une priorité nationale de lutte.

Le Ministre dans toutes ses déclarations, « assume » l'ensemble de ces orientations régressives et suicidaires pour l'avenir d'une nation, et invite de nouveau les recteurs, à utiliser la logique inventive de la performance à travers les « leviers » les plus adaptés aux situations locales pour asphyxier encore davantage le service public d'éducation.

Évaluation des enseignants

A travers les projets de décret et d'arrêté concernant l'**évaluation des enseignants**, qui viennent d'être divulgués, le Ministre entend imposer à marche forcée une politique managériale des carrières et des salaires des personnels, transformer radicalement le sens et l'exercice de leur métier et briser les statuts.

De plus, cette évaluation introduit une gestion des carrières et des salaires au mérite qui les place ainsi sous la tutelle exclusive d'un supérieur hiérarchique administratif. Ces projets s'inscrivent dans la droite ligne des réformes contestées notamment celle du dispositif ECLAIR, et les expérimentations menées dans les écoles du socle.

Permettant en outre d'opérer des économies non négligeables (passage à l'ancienneté pour tous, pseudo-accélération pour les mieux évalués), et sur fond du gel du point d'indice, cette réforme va entraîner un allongement de la durée de carrière des collègues et une aggravation de la perte de pouvoir d'achat.

La FSU et ses syndicats exigent l'abandon de ces projets et appellent tous les collègues dans les établissements et les écoles à se mobiliser contre ces projets, à participer à la grève unitaire du 15 décembre et à rejoindre massivement la manifestation qui se déroulera à Paris.

L'ordre du jour de ce Comité Technique porte sur le **bilan de la rentrée**.

Une rentrée qui a été une des pires jamais connues.

Dans le second degré du fait des 122 suppressions d'emplois et des leviers utilisés (HSA, classes surchargées) ainsi que des réformes engagées, nous connaissons une aggravation de nos conditions d'affectations et de travail, un renforcement des atteintes à la définition de nos métiers et de nos missions, un alourdissement de nos services et de notre temps de présence dans les établissements. La mise en place d'injonctions institutionnelles, celle de programmes infaisables, pèsent sur l'ensemble des personnels. Pour les élèves, les conditions d'études se sont fortement dégradées. Quant aux lauréats aux concours, leurs conditions de stage sont totalement inacceptables, aggravées par l'imposition parfois d'HSA et de classes à examen. Suite au recours déposé par le Snes-Fsu et d'autres organisations, le Conseil d'Etat vient d'ailleurs d'annuler en partie l'arrêté du 12 mai 2010 fixant les compétences à acquérir par les enseignants et CPE stagiaires ainsi que les modalités d'évaluation et de titularisation des professeurs agrégés. Il est grand temps

Tous les moyens ont été bons pour récupérer des moyens à l'heure près comme en témoigne la campagne de signature des VS dans de nombreux lycée (contestation des heures de 1^{ère} chaire, accompagnement personnalisé payé en HSE ...). Forts de

l'autonomie conférée aux établissements, les Chefs d'établissement se permettent de financer des heures année sur le budget des HSE ou de remplacement de courte durée, exercent une pression tendant à annualiser les services, rédigent des VH non conformes à la réalité des services.

De manière générale, les manques demeurent criants en termes de conditions de travail des personnels chargés de l'entretien Et que dire du manque d'infirmières, de médecins scolaires, de la mise en danger des CIO ?

Dans le 1^{er} degré, les conditions d'enseignement et de réussite de nos élèves continuent à se dégrader dans les écoles maternelles et élémentaires. Comment l'école peut-elle remplir ses missions de service public quand les classes sont surchargées, avec 1284 élèves supplémentaires accueillis malgré 11 suppressions de postes, la barre de 30 élèves par classe n'est plus exception ? Quand la possibilité de venir en aide aux élèves les plus fragiles dans un bon nombre de circonscriptions est réduite à une portion congrue avec la suppression des postes RASED et postes ZEP/REP ? Quand des élèves n'ont pas classe pendant une semaine ou plus du fait du non-remplacement de l'enseignant ? Actuellement, ce sont en moyenne 120 classes par jour (soit environ 3000 élèves) sans remplaçant . Quand dans une même école ce sont 2, 3 ou 4 enseignants qui ne sont pas remplacés et donc autant d'élèves répartis dans les classes désorganisant de fait l'enseignement ? Quand la scolarisation des moins de trois ans n'est quasiment plus assurée à cette rentrée? Quand les enseignants stagiaires ont une formation initiale tronquée et que la formation continue pour les enseignants titulaires se réduit de manière inacceptable ?

Pour la FSU et ses syndicats, il faut une autre politique pour l'Ecole et la société, permettant de réaffirmer le rôle et la place des services publics garants de l'intérêt général et des solidarités et d'assurer la réussite de tous les jeunes et l'avenir de la nation. C'est ce souci et cette ambition que ses élus, forts de la confiance majoritaire que lui ont accordée les personnels, veulent réaffirmer dans cette nouvelle instance.